Recours au Règlement

Le secrétaire parlementaire demande-t-il la parole?

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, il est très important, je crois, de ne pas donner l'impression qu'il est inhabituel pour le leader parlementaire de n'importe quel parti de s'approcher du fauteuil pour discuter avec le Président de ce qui se passe à la Chambre et pour présenter des arguments concernant la procédure. Il importe beaucoup de ne pas donner cette impression, qui serait à la fois fautive et trompeuse.

M. le Président: Une très brève réponse.

M. Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, il n'y a pas que les leaders à la Chambre qui puissent intervenir auprès de la présidence. Les autres députés le peuvent aussi, c'est certain. La question est de savoir quel était l'objectif du secrétaire parlementaire dans le cas qui nous occupe et ce qu'il a dit. Cela, on peut le deviner à partir des mots entendus, du ton employé et de l'ensemble du contexte.

Je soutiens qu'il y a des présomptions suffisantes d'atteinte aux privilèges, car le Président de la Chambre est au service de tous les députés et non du leader du gouvernement à la Chambre ou encore du gouvernement lui-même.

Par conséquent, monsieur le Président, si vous estimez que les présomptions sont suffisantes, je suis disposé à proposer la motion qui s'impose.

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

M. le Président: Je vais traiter cette affaire de mon mieux.

Tout d'abord, peu importe ce que le leader du gouvernement à la Chambre a pu me dire, cela n'a eu absolument aucune influence, et l'enregistrement le montre clairement.

Deuxièmement, il y a des moments où il n'y a pas que le leader du gouvernement à la Chambre, mais aussi des députés des deux côtés de la Chambre qui ont tendance à s'exprimer en des termes. . .

M. Bosley: Énergiques.

M. le Président: J'accepte volontiers le qualificatif proposé par un ancien Président de la Chambre. Ces choses-là arrivent.

Tout ce que je puis dire, c'est que l'enregistrement montre clairement que, peu importe ce que le leader à la Chambre a pu dire, cela n'a rien changé à mon attitude à

l'égard des échanges entre le député de LaSalle—Émard et le ministre. Le député l'avouera.

Je suis désolé. Ces choses-là arrivent. Je puis vous assurer que je n'ai pas été influencé d'une manière qui aurait porté atteinte à la dignité de la Chambre ou qui m'aurait amené à me comporter différemment dans cet échange. Cela dit, je ne crois pas qu'il y ait autre chose à ajouter.

Le député d'Athabasca.

* * *

LES DÉPUTÉS

FÉLICITATIONS

M. Jack Shields (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, vous avez, avec beaucoup d'à-propos, félicité M. Stan Darling à l'occasion de son cinquantième anniversaire de mariage.

Je veux profiter de l'occasion non seulement pour féliciter M^{me} Darling, mais aussi, avec le consentement unanime de la Chambre, pour recommander qu'elle soit canonisée.

M. le Président: Cette proposition n'est peut-être pas conforme au Règlement, mais nous aurions probablement le consentement de la Chambre. Je crois que nous pouvons dire à Mona que nous croyons qu'il est un homme extraordinaire, mais que c'est en grande partie grâce à elle.

Des voix: Bravo!

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

LES PROPOS TENUS PAR DES DÉPUTÉS

Mme Coline Campbell (South West Nova): Monsieur le Président, j'étais à la Chambre durant la période des questions et j'aurais besoin de certains éclaircissements de la part de la présidence.

Chaque fois que les libéraux ou peut-être même les néo-démocrates ont parlé de la façon dont la nomination des huit sénateurs supplémentaires a été interprétée, vous avez pris la parole pour dire qu'ils faisaient des allégations sur la façon dont ces sénateurs ont été nommés.

• (1210)

Il me semble que, lorsqu'il y a des contestations devant les tribunaux au Canada, lorsque de nombreux avis juridiques ont été émis—nous sommes tous deux avocats et avons peut-être des opinions différentes sur la ques-